

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

débat monarchie
et démocratie (pages 6-7)

des sacrifices inutiles



aux « mercredis »

Depuis longtemps vous vouliez rencontrer des royalistes de la N.A.R. A Paris, pourquoi ne passeriez-vous pas une soirée en notre compagnie pour un de ces « mercredis » que nous organisons à votre intention ?

Tous les mercredis, dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (1er), 4ème (métro Palais-Royal ou Bourse), nous organisons en effet des conférences-débats qui commencent à 20 h précises (accueil du public à partir de 19 h 30, fermeture des portes de l'immeuble après 20 h). A 22 h. un buffet chaud attend ceux qui veulent continuer les discussions - nb. de places limité (participation aux frais : 15 F).

Les « mercredis de la N.A.R. » c'est un rite pour quelques habitués, une sortie exceptionnelle pour la plupart d'entre vous qui y venez une ou deux fois par an pour « LA » conférence qui a retenu votre attention, un mythe pour de nombreux amis trop éloignés ou trop occupés pour se joindre à nous et qui nous expriment souvent - c'est une constante de notre courrier des lecteurs - leur regret de ne pouvoir assister à tant de conférences qui sont autant d'événements, l'événement premier étant que tous ces conférenciers, d'avis aussi divergents parfois, puissent parler dans ce même endroit, si modeste... J.L. Marion, le directeur de la revue « Communio », nous expliqua lors d'un « mercredi » que cela tenait à notre « marginalité centrale »... Mais attention, de grands succès d'affluence ne doivent pas masquer que parfois vous avez négligé,

cher public, des conférences d'un intérêt incontestable. Les amis de la N.A.R. sont-ils donc si sensibles aux phénomènes de mode ? Or nous croyons que c'est tout notre programme qui est de qualité et qui mérite votre attention. Qu'on en juge :

● 25 avril

A QUOI SERT L'ENSEIGNEMENT ?

J.-P. DESPIN et M.-C. BARTHO-LY, permettront de prolonger le débat sur l'enseignement en abordant le problème de fond : à quoi sert l'enseignement ? Ils sont les auteurs d'un livre féroce et drôle qui connaît un très grand succès depuis une certaine émission à « Apostrophes » : « Le poisson rouge dans le Perrier » qui fait éclater, à grand renfort d'anecdotes incroyables, le scandale de la « nouvelle pédagogie ».

● 2 mai

LA FRANCOPHONIE

Philippe de SAINT ROBERT est devenu aujourd'hui l'homme-clef de la politique francophone de la France. Les problèmes qu'il rencontre sont nombreux et il lui faut du courage et un travail énorme. Malgré ce débordement d'activité, il fait l'amitié aux lecteurs de « Royaliste » de leur consacrer une soirée, qui sera - comme toujours avec lui - brillante et passionnante.



● 9 mai

LOUIS XIV, LÉGENDE ET RÉALITÉ

François BLUCHE, est théoriquement un inconnu pour les gens de la N.A.R. (si l'on excepte plusieurs étudiants qui l'ont eu comme professeur à Nanterre). Pourtant, l'an dernier, nous avons constaté qu'il y avait un « phénomène Bluche » parmi nos clients de librairie. Sa « Vie quotidienne au temps de Louis XVI » fut, à notre niveau un véritable « best seller ». Alors, quand nous avons reçu ce tout nouvel ouvrage « La vie quotidienne au temps de Louis XIV », nous avons tout de suite pensé que nos amis seraient passionnés par le point de vue de ce grand historien sur Louis XIV. Le professeur Bluche pourfendra devant nous quelques légendes et rétablira quelques vérités sur le Roi Soleil.

● 16 mai

U.R.S.S. ET RUSSIE

Périodiquement le débat rebondit sur la Russie soviétique. S'agit-il de la continuation de l'œuvre des Tsars ? Sous la couverture idéologique, on aurait, en fait, la poursuite d'une politique d'expansion territoriale vers les mers chaudes, vers l'Asie, etc. Ou bien les différences de nature entre la Russie et l'U.R.S.S. sont-elles si graves qu'il est stupide de tenir ce raisonnement ? Du général de Gaulle à Hélène Carrère d'Encausse en passant par Soljenitsyne... pas facile de faire le point. Marco MARKOVIC est l'auteur de plusieurs livres de philosophie politique, ses origines, son itinéraire personnel, sa culture très étendue lui permettent non seulement de comprendre mieux que beaucoup ce qu'est l'U.R.S.S., mais en plus de le faire compren-

dre à des Occidentaux. Il y a beaucoup à attendre de cette conférence.

● 23 mai

UN DISSIDENT PARLE

Après la synthèse théorique sur la dictature soviétique, l'illustration pratique : témoignage du dissident tchécoslovaque Martin HYBLER, l'un des animateurs du fameux VONS (Comité pour la défense des Personnes injustement poursuivies).

● 30 mai

POUVOIR, LIBERTÉ, MONARCHIE

Revenons à la Monarchie avec notre ami Pierre ANDREU, éternel franc-tireur qui s'est trouvé bien souvent en accord avec les royalistes. « Et maintenant, nous dit-il, je me sens de plus en plus monarchiste ».

● 6 juin

Un événement que certains attendaient depuis longtemps : la venue d'Edgar MORIN à nos mercredis. Nous vous en reparlerons.

Et maintenant, un dernier mot à l'intention de nos amis les plus proches. Chaque mercredi, de nouveaux sympathisants, des provinciaux de passage à Paris, nous réservent leur soirée. Les permanents créent les conditions d'un accueil le plus sympathique possible en établissant des programmes variés, en les diffusant, en effectuant les tâches « ménagères » indispensables... Mais le meilleur accueil, le plus diversifié et donc le mieux adapté à notre public, c'est à vous qu'il revient de le faire. C'est donc aux plus anciens, aux habitués, à ceux qui « savent » et qui peuvent « expliquer » que nous demandons aussi de se tenir disponibles les plus souvent possible pour les mercredis.

R.J.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

quelle laïcité ?

Le débat scolaire ranime d'étranges passions et fait ressurgir brusquement intactes des idéologies du XIX^{ème} siècle que l'on aurait pu croire disparues.

J'en veux pour preuve l'entretien que Michel Bouchareissas, le secrétaire général du Comité national d'Action laïque a donné le 17 avril dernier à Robert Solé du « Monde » sur le terme de « l'avenir de la laïcité ». Pour définir le concept de laïcité, Michel Bouchareissas n'hésite pas à recourir à une citation d'Edgar Quinet, à laquelle il tient beaucoup, et qui date de cent-vingt ans... et pas de deux mille, ajoute-t-il pour damner le pion aux cléricaux. « *Il y a divers mondes de la foi. Qui fera le miracle de les réunir dans une même amitié ? Evidemment un principe supérieur et plus universel. Le principe qui n'est d'aucune Eglise, c'est la laïcité.* ». Voilà de quoi méditer.

Sous le poids des habitudes et en vertu d'une longue érosion, nous avons totalement coupé le mot de ses racines idéologiques. Pour nous, laïcité était devenu sy-

nonyme de neutralité nécessaire de l'Etat et de diverses institutions, pour rendre viable la vie en commun dans une société pluraliste. Cette nécessité pragmatique avait même été reconnue par un pape aussi sourcilieux de doctrine que Pie XII qui n'hésitait pas à parler d'une « saine laïcité de l'Etat ». Mais un tel prosaïsme ne saurait satisfaire des apôtres qui persistent à ériger en vision du monde ce qui fut pour eux une avancée décisive de l'esprit et l'humanité. Il faut donc prendre au pied de la lettre tous les termes de la citation d'Edgar Quinet. La laïcité est une foi, elle réunit même toutes les fois, puisqu'elle est un principe supérieur et plus universel. Les conséquences d'une telle définition, Bouchareissas les énonce avec une belle assurance.

La laïcité n'est pas la neutralité « *L'éducateur laïque n'a pas à être neutre mais objectif. Il doit pré-*

senter tous les messages, éduquer à choisir. ». Belle intention, énorme ambition, mais surtout incroyable prétention qui érige le laïc au dessus de tous et débouche rapidement sur l'insulte à l'égard du confessionnel qui, lui, contraindrait les consciences. On comprend que les serviteurs d'une telle idée supérieure et universelle aient plus de droits que les autres, et en somme tous les droits. Eux seuls sont dignes d'éduquer les enfants. Jacques Pommatau, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale a mangé le morceau également dans un entretien au « Monde ». La FEN, disait-il, ne reconnaît pas le droit des parents d'inculquer à leurs enfants une idéologie. Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout d'une telle logique. Pour garantir aux chers petits la chance de pouvoir choisir librement, il convient de les arracher au plut tôt à des géniteurs qui pourraient inculquer à un âge si tendre des conceptions qui risquent de leur empoisonner définitivement l'existence. Dès deux ans, confions les à l'école qui seule en fera des hommes libres... On sait d'ailleurs que tel est bien le but des idéologues en question.

Michel Bouchareissas qui doit sentir que tout cela est un peu

violent, introduit quand même quelques nuances. La famille a son rôle, mais la société aussi, donc l'école. D'ailleurs celle-ci, loin de détourner les enfants d'une foi religieuse, est au contraire la meilleure tutrice d'un éveil spirituel. Je n'invente rien : « *D'ailleurs, le système laïque prédispose sans doute mieux à un éveil spirituel durable de l'enfant - si éveil spirituel il doit y avoir. Sauf erreur dans certains diocèses, l'école publique fournit plus de vocations que l'école catholique.* ». On peut s'attendrir sur une telle largeur d'esprit. Des générations d'instituteurs laïques « durs » se sont fait, il est vrai, une fierté de compter des prêtres parmi leurs anciens élèves. Mais cela ne doit pas faire oublier l'arrière-plan extraordinairement totalitaire d'un pareil discours qui revient à dire : les seules vocations qui s'éprouvent légitimement (sans contrainte) sont celles qui naissent sur les bancs de l'école publique. Seule cette dernière a les moyens d'éduquer comme il convient. Partout ailleurs, c'est le bourrage de crâne. Conclusion : la nécessité d'un grand service public et laïque et donc le monopole.

(à suivre)

Gérard LECLERC

le cardinal et l'europe

Le cardinal Lustiger a donné récemment un entretien à « La Croix » sur l'idée européenne. Il n'est pas trop tard pour revenir sur ses propos d'autant qu'il s'agit d'un texte de référence qui devrait susciter la réflexion. Le cardinal a choisi délibérément de s'intéresser en priorité à ce qui donne une réalité à l'Europe, c'est-à-dire à sa culture. Nous donnons ici quelques extraits des réponses de l'archevêque de Paris, nous réservant de revenir plus longuement sur les conclusions que nous en tirons.

Il faudra restituer ici un concept qui n'a plus cours actuellement, celui d'Europe centrale. L'Europe centrale a joué dans la culture contemporaine un rôle décisif, et qui maintenant semble estompé. Que ce soit Kafka, Freud, Einstein et tant d'autres, l'ensemble de la culture moderne avait trouvé son équilibre quelque part entre Vienne et Paris, en passant par Berlin, Cracovie, Prague, Munich, Milan... Il faut des expositions rétrospectives à Paris pour que la classe intellectuelle s'en souvienne et mesure combien l'Europe rendue muette a émigré et s'est retrouvée, quand elle a survécu, aux Etats-Unis, plus rarement en France ou en Angleterre, ou dans différents pays occidentaux. Avant le rouleau compresseur de la domination communiste, était passé le rouleau compresseur du nazisme totalitaire (...)

L'Europe était, est composée de nation diverses dont beaucoup ont, jusqu'à ces années récentes,

disparu de notre horizon. Nous avons intégré comme un fait acquis la disparition de l'Europe centrale à la suite des deux guerres mondiales. Les vainqueurs de 1918 s'étaient façonné une certaine Europe. Ceux de 1945 se la sont partagée. Et nous avons pratiquement calqué l'idée européenne sur la situation géopolitique et stratégique de la guerre froide et des années qui ont suivi. Il n'y a plus que l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Entre les deux, le rideau de fer. Et à Berlin, le mur.

Le drame de cette violence et de cette séparation affecte d'une perte de mémoire la plupart des nations européennes, du moins les nations occidentales. Kundera disait récemment que l'Europe centrale avait été « vampirisée », vidée de son contenu, de sa substance, par les régimes politiques d'inspiration marxiste-léniniste et par les événements historiques qui ont suivi leur instauration. (...)

(...) Il nous faut méditer notre histoire, nous rappeler les héritages culturels qui ont formé nos nations : byzantin, latin, grec, germanique, l'héritage juif et hébraïque. Le christianisme a été la matrice de toutes ces cultures et de tous ces peuples. Il faut en prendre conscience, le mesurer à nouveau par delà l'illusion d'optique qu'on appelle la crise de la sécularité et par delà l'aveuglement sur l'univers idéologique qui arrache l'Europe à elle-même. Il convient de prendre acte d'une situation de fait, d'une dimension de notre histoire qu'il serait mortel d'ignorer.

Car l'Europe a secrété des outils de pensée, d'action et de convivialité sociale aujourd'hui planétarisés. Ces outils ont été produits par le christianisme. Ils se sont parfois retournés contre lui, ils en sont parfois des fruits pervers, mais ils demeurent des produits du christianisme. (...)

RESPONSABILITÉ A L'EGARD DU MONDE

Des problèmes qui étaient internes à l'Europe sont aujourd'hui projetés à l'échelle de la planète, de toute l'humanité - avec le choc en retour des autres traditions culturelles vivantes qui contestent ou assimilent cet apport de la culture européenne. Il n'est pas imaginable que l'héritage de notre culture soit un jour repris par d'autres groupes humains qui

en assurent les transmutations et les reprises de sens.

Mais présentement notre responsabilité à l'égard du monde entier suppose une reprise de conscience, une anamnèse de notre propre histoire pour comprendre en quoi ce que nous faisons présentement est bien ou mal, conforme ou non au bien de l'humanité. Où se trouve la racine de nos richesses ? Où se trouvent les causes de nos perversités ? De la sorte nous pourrions remédier de quelques façons à nos fautes et exercer notre responsabilité.

NOS IDOLES

A mon sens, les maladies de l'Europe ont quelque chose de spécifiquement chrétien, au moins dans leur racine. Toutes les nations ont leurs idoles. Que les idoles des nations européennes soient l'ivresse de la rationalité, la manipulation de la communication et l'exercice du pouvoir d'Etat contre la société civile, n'est-ce pas le signe d'idées chrétiennes devenues de folles idoles ?

(...) Il est du devoir des Européens de reprendre racine dans les sources chrétiennes de notre culture pour apporter un remède spécifique à nos problèmes les plus actuels. Pour notre propre bien d'Européens. Mais aussi pour accomplir notre responsabilité à l'égard du monde.

les intertitres sont de la rédaction

une autre politique est-elle possible ?

Debout derrière son pupitre, le Président tient bon, ferme, catégorique, image de la rigueur dont il saura faire preuve malgré le prix à payer... et pourtant une question lancinante occupe tous les esprits : n'y a-t-il pas une autre politique économique possible ?

● **Royaliste** : Que pensez-vous de la politique de rigueur qui est celle du gouvernement actuel ? Est-elle la seule politique possible ?

André Grjebine : Il y a une mode de l'austérité. Je constate qu'elle a gagné les milieux les plus divers : étudiants à Sciences-Po., syndicalistes, banquiers, dirigeants d'entreprises, hommes politiques de droite comme de gauche, etc. Cela crée une sorte d'inhibition face à la crise et freine toute réflexion novatrice...

Et comme il s'agit d'une mode, il est difficile de la juger avec des critères objectifs. Par une sorte de conservatisme naturel les gens ont tendance à trouver normale, inévitable et durable, la situation actuelle de crise. Et si vous dites que l'on peut trouver des solutions, vous passez pour un fantasiste. Rappelons que dans les années 60 l'idée généralement admise était que nous étions condamnés à la croissance. Certains s'interrogeaient gravement sur les mérites d'une « croissance zéro ». Aujourd'hui nous semblons condamnés à la crise.

L'argument que la crise est mondiale est souvent avancé pour se plier à une politique qui est celle de la plupart des pays occidentaux. Mais on peut retourner cet argument, car s'il est vrai que la plupart des gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, appliquent une politique sensiblement identique, comment s'étonner qu'ils obtiennent des résultats à peu près semblables ?

Pour en rester au cas français, on peut faire une certaine analogie entre le septennat de Giscard

et celui de Mitterrand. Les deux ont commencé par une politique de relance qui a conduit à un déficit extérieur massif et dans les deux cas on a redressé le tir par une politique d'austérité. Une politique comparable a donné des effets comparables. Cependant, que Delors soit en quelque sorte le continuateur de Barre ne prouve en aucun cas qu'il n'y a pas d'autre voie possible.

Au sein de la gauche française, on doit encore distinguer un élément psychologique particulier. C'est la réaction de dirigeants qui se sont voulus « réalistes » par rejet du maximalisme et même de la démagogie qui avaient été le propre d'une certaine gauche avant Mai 81. Mais à force de vouloir coller à la réalité, on se laisse écraser par elle et on devient conservateur.

Ajoutons que cette démagogie à rebours, cette surenchère dans l'austérité trouve une justification dans le fait que les remèdes keynésiens traditionnels - qui ont été appliqués avec succès dans les années 50 et 60 - butent aujourd'hui sur la **contrainte extérieure** (depuis le choc pétrolier de 73) et sur l'**inflation**. Mais plutôt que de chercher à renouveler cette pensée, c'est-à-dire d'aller en avant, nous allons en arrière, c'est-à-dire que nous revenons aux recettes « classiques » qui ont fait la preuve de leur nocivité durant la crise des années 30.

Alors on peut parler de politique d'austérité, mais en aucun cas de « rigueur ». Si un médecin prescrit une cure d'amaigrissement à un malade famélique on ne dit

pas qu'il fait preuve de rigueur, mais d'incompétence !

● **Royaliste** : Quels sont les inconvénients majeurs de la politique d'austérité ?

André Grjebine : Je jugerai cette politique en fonction de 4 critères qui sont les grandes questions actuelles : le chômage, l'in-



■ **André GRJEBINE**

flation, les restructurations industrielles et le déficit extérieur.

Pour ce qui est de ce dernier, j'admet que la politique d'austérité a permis sa réduction au cours des derniers mois. Mais je me demande dans quelle mesure cette réduction de notre déficit commercial n'est pas plutôt due aux dévaluations décidées précédemment ? Deuxièmement, réduire l'ensemble de la demande intérieure pour réduire les importations ne va-t-il pas aggraver notre déficit commercial à **long terme**, en aggravant la faiblesse des investissements industriels ?

Je constate qu'en 1980 (avant la tentative de relance par le gouvernement français, et avant les fortes hausses du dollar), notre déficit commercial était de 57 milliards de francs (équivalent de 75 milliards d'aujourd'hui), c'est

dire qu'il était du même ordre que celui provoqué par la relance voulue par le premier gouvernement Mauroy. J'en déduis que notre déficit est d'ordre structurel, or l'austérité est une mesure conjoncturelle...

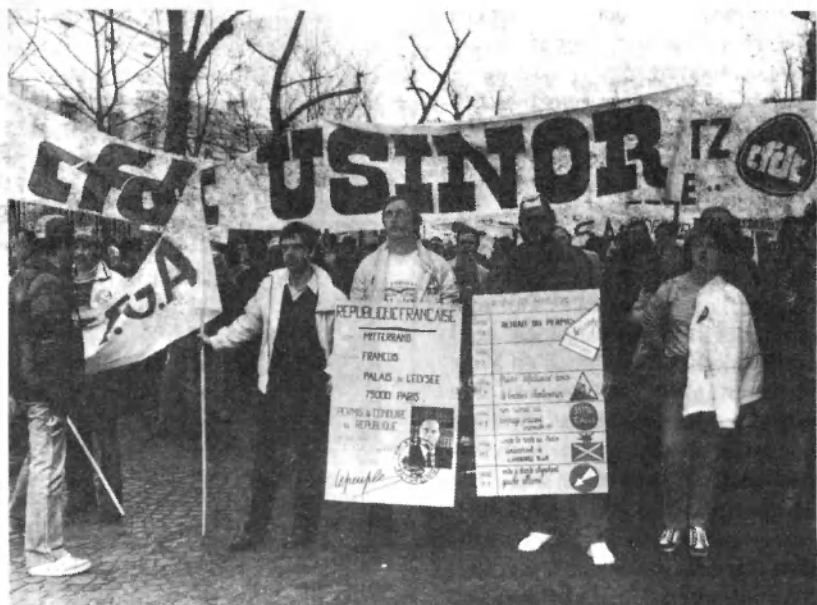
En ce qui concerne les restructurations industrielles et la résorption du chômage j'estime que ce n'est pas en réduisant les investissements que l'on peut moderniser. Le dilemme actuel est qu'il ne sert à rien pour les restructurations de subventionner les secteurs les moins compétitifs, mais qu'il est politiquement impossible de supprimer ces subventions pour des raisons sociales. Seule une politique de croissance permettra de créer des emplois nouveaux et donc d'abandonner progressivement les industries dépassées, sans se heurter à un chômage massif.

Aux Etats-Unis, avec une reprise de l'ordre de 3,2%, on a créé 4 millions d'emploi en une seule année grâce à un déficit budgétaire massif et à une politique monétaire souple. Il est vrai que cela n'a été possible que parce que Reagan a fait le contraire de ce qu'il avait promis. Ne serait-ce pas un exemple à suivre ? Mais, pour notre malheur, notre gouvernement de gauche est honnête...

Je crois qu'il n'y a pas de substitut à la croissance pour résoudre le problème du chômage. Le « traitement social » du chômage est irrecevable car il ne s'agit pas de **supprimer le chômage** mais de **créer des emplois productifs**. Dans la première vision, il suffirait d'appliquer la méthode soviétique qui consiste, par exemple, à créer des emplois de préposés d'ascenseur... Ou bien, on nous propose de « partager le temps de travail », mais, en période de récession, cela ne peut se traduire que par une diminution globale des heures travaillées. Les entreprises qui ont des stocks importants et qui ne trouvent pas de débouchés commerciaux sont soulagées de pouvoir diminuer les heures de travail, mais ne peuvent pas embaucher.

L'inflation, enfin, n'est pas une « inflation par la demande » (il y a 2 millions de chômeurs et près de 23% de capacité de production inemployée) mais une inflation par les coûts de production trop élevés.

Alors, veut-on employer la méthode anglo-saxonne consistant à créer un climat de panique chez les salariés tel qu'ils acceptent des réductions de salaire ? Ce serait paradoxal pour un gouver-



le traitement libéral du chômage

Longtemps, le gouvernement a réussi à se maintenir sur la « ligne de crête » dans le domaine de l'emploi. Le voici sur une pente raide.

nement de gauche ! Il y a de toute manière en France une grande partie de la population qui est assurée de conserver son emploi dans la fonction publique et les grandes entreprises qui empêchera un tel processus de se développer, à moins d'accepter une coupure de la société encore plus prononcée que celle que l'on observe aujourd'hui.

● **Royaliste :** Mais, si l'on recommence une expérience de relance, notre déficit extérieur va immédiatement empirer et l'inflation reprendre de plus belle...

André Grjebine : C'est pourquoi j'ai préconisé dans le rapport remis à J.-P. Chevènement qui était ministre de l'Industrie, ainsi que dans « L'Etat d'urgence », une relance « orientée vers la réduction de la contrainte extérieure et le désendettement des entreprises. »

Ce qui veut dire 1/ que la relance doit financer en priorité des investissements économiseurs d'importations, avant tout d'énergie : 170 milliards de francs d'importation. Il y a à notre disposition une multitude de solutions et de projets que seuls le conservatisme et l'ignorance de la classe économico-politique empêchent d'aboutir pour la plus grande satisfaction de cet Etat dant l'Etat qu'est E.D.F.

2/ les dettes des entreprises sont facteur de récession (manque d'investissement) et d'inflation (par les coûts financiers). Une économie fondée sur l'endettement favorise l'inflation (souhaitée par tous ceux qui ont quelque chose à rembourser...) Il y a des solutions pour désendetter les entreprises.

Le « plan épargne-actions » institué l'an dernier montre la voie, mais il faut aller plus loin. L'Etat doit accepter de diminuer sa pression fiscale en faveur de ceux qui permettent aux entreprises de se désendetter.

Il faut revenir sur l'habitude néfaste, prise depuis que Giscard a eu la haute main sur notre économie (depuis les années 60) de privilégier l'endettement des ménages et des entreprises auprès du système bancaire. Si l'on veut ce désendettement - dont j'attends une réduction de l'inflation et une reprise de l'activité économique - il est absurde de dire que l'Etat doit « montrer l'exemple » (comme l'affirmait R. Barre) en se désendettant, mais - comme l'argent doit bien venir de quelque part - c'est l'Etat qui doit injecter dans l'économie l'argent du désendettement, par un déficit budgétaire.

● **Royaliste :** Cela ferait mauvais effet sur l'opinion française et internationale ...

André Grjebine : On en revient à des questions d'ordre psychologique qui réclament des mesures psychologiques. Reagan montre la voie mais, en France, Pinay avait fait merveille en ayant un budget apparemment équilibré tout en finançant sa « politique de reconstruction » par la Caisse des dépôts et consignations. Ce sont là des exemples d'un véritable réalisme dont les dirigeants actuels feraient bien de s'inspirer.

propos recueillis
par Frédéric Aimard

(1) André Grjebine - L'Etat d'urgence - 79 F franco.

Après le calme trompeur de l'automne - et sans doute une forte épuration des fichiers - les chiffres se mettent à traduire la cruelle réalité : en février, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 50.700 et en mars de 57.700. Ce qui fait au total une augmentation de 11,4% en un an. Tel est le peu glorieux passé. Quant à l'avenir, il se présente sous un jour très sombre, de l'aveu même de Pierre Mauroy qui estime qu'à la fin de l'année le nombre des chômeurs sera de 2.450.000. Son ministre de l'Emploi avançait quant à lui le chiffre de 2.600.000 chômeurs.

Il faut voir là le résultat, consternant d'une année d'un « plan Delors » qui ne se traduit même pas, dans d'autres domaines, par des résultats bien convainquants. Or rien n'est dit sur les moyens de remonter la pente et on en vient même à s'interroger sur les moyens classiques qui pourraient être employés car les mutations technologiques sont en train de bouleverser les données qui paraissent les mieux établies. Comme le soulignait M. Jacques Robin, spécialiste des technologies avancées (1), il est fort possible que la mutation en cours se traduise par une croissance sans emploi. C'est donc un immense effort de remise en cause et d'imagination qu'il faut accomplir, tout en cherchant à protéger les travailleurs et les chômeurs contre les phénomènes désastreux que nous constatons aujourd'hui. Or la confiance accordée à la technologie ne s'accompagne d'aucun effort de prévision à long terme (ou alors qu'on nous le dise !) et nombre de chômeurs se trouvent sans protection réelle.

Comme l'explique le professeur Dupeyroux (2), le nouveau système d'assurance-chômage qui est entré en vigueur le 1er avril protège les travailleurs les moins menacés, les plus faciles à réembaucher, mais se fait impitoyable pour les plus faibles, les moins organisés. Ainsi, « pour les chômeurs de cinquante à cinquante-cinq ans, dont les chances de retrouver un emploi sont trop souvent quasi nulles, la durée maximale de versement de l'allocation normale, dite de base, a été ramenée, dans le cas le plus fréquent, de quarante deux à trente mois. Un an de moins ! » D'autre part, le nouveau système fait que « les conséquences du chômage s'aggravent au fur et à mesure qu'il se prolonge. Deux ou trois mois de chômage, ce n'est généralement pas un drame, mais deux ans c'est une catastrophe ! »

En fait, les nouvelles dispositions adoptées par le patronat et par une partie de syndicats de salariés se situent dans une pure logique libérale. La « philosophie » implicite est que le chômeur est directement responsable de ce qui lui arrive. Il faut donc le replonger dans une sorte d'état de nature afin qu'il retrouve, par lui-même, le goût du travail. Théorie folle, appliquée au XIXème siècle, et qui n'a d'autre conséquence que la misère.

Sylvie FERNOY

(1) « Le Monde », 17 avril 1984.

(2) « Le Nouvel Observateur », 6-12 avril 1984.

royaliste et réaliste

Le débat sur la Monarchie comme aboutissement de la Constitution de la Vème République, inauguré dans nos colonnes par Bertrand Fessard de Foucault, repris par Dominique Decherf, s'enrichit aujourd'hui de la contribution de Philippe Delorme.

Si elles veulent se concrétiser et gagner à elles le peuple français, les idées royalistes doivent être réalistes, claires et démocratiques. L'histoire de la dynastie capétienne fut toujours celle du possible. Pour rester fidèle à cette tradition, il nous faut, aujourd'hui aussi, tenir compte de ce qui est, pour imaginer ce qui sera. Sinon, en quoi notre projet serait-il différent des utopies totalitaires qu'il s'efforce de combattre ?

Si l'histoire de France ne commence pas en 1789, comme d'aucuns ont voulu parfois nous le faire croire, elle ne s'achève pas non plus à cette date. Depuis deux siècles, notre pays qui avait été fondamentalement un royaume, s'est bâti une tradition différente. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, une mystique républicaine s'est ancrée dans notre inconscient collectif. Les idées de représentation nationale, de souveraineté populaire ne font plus question. Certes, dans la bourrasque actuelle, qui n'épargne aucune de nos références sociales, morales, intellectuelles, la religion républicaine s'épuise en rites désuets; mais la République n'est pas remise en cause, elle semble être devenue naturelle aux Français comme le drapeau tricolore, la Marseillaise et le Quatorze-Juillet. De plus, c'est au travers de la mystique de 89 que la France apparaît aux peuples en lutte dans le monde. A côté de cela, l'idée royale est toute encore fardée des poudres de Versailles, du clinquant des fastes et des abus du «bon plaisir». Le royalisme paraît anachronique, surréaliste à nos contemporains, voire choquant ou inacceptable. Faute que nous leur disions notre souci de la démocratie et de toute notre histoire, faute de leur exposer assez précisément les moyens que nous

préconisons et le possible de notre entreprise, nous resterons toujours à leurs yeux des rêveurs passésistes, ou des fascistes, d'autant plus dangereux qu'ils sont étranges.

Nous souhaitons une monarchie héréditaire non comme une fin en soi, mais comme un moyen. Un moyen pour soustraire l'Etat aux groupes d'intérêt, un moyen pour assurer la continuité de l'action, l'arbitrage et la justice. Tout cela est bel et bon, mais comment cela est-il possible ? Comment faire accepter aux Français le principe de l'hérédité qui s'éloigne tellement de tout ce qu'ils connaissent ?

Ou bien on attend l'hypothétique «événement», guerre ou révolution, qui nécessiterait l'appel à l'homme providentiel. Cette hypothèse ne saurait convenir à un Roi de France. Dans son histoire, la Monarchie ne fut jamais rupture, mais continuité. L'homme providentiel, c'est Bonaparte ou de Gaulle, qui passent, ce ne sont ni Louis XIV, ni même Hugues Capet. La Monarchie n'est pas un refuge que l'on abandonne la tempête apaisée, c'est un chemin que l'on parcourt des siècles durant.

Ou bien, on pense pouvoir faire accepter l'hérédité en limitant au maximum les prérogatives du souverain, en le cantonnant dans un rôle à la Coty. Non seulement, une telle éventualité ne manquerait pas de restaurer les partis dans l'omnipotence que leur avait imprudemment donnée la IVème République, mais on peut aussi se demander ce que le génie capétien aurait à gagner à inaugurer les fleurs de lys.

Ces deux voies, le césarisme et le parlementarisme ne sont pas viables pour la Monarchie parce qu'elles s'opposent par trop à nos traditions nationales, parce qu'elles ne sont pas françaises.

Nos Rois, qui savaient avoir l'éternité pour eux, n'agissaient jamais que dans le respect des choses établies, préparant, dès hier, le lendemain et de lointaines réformes.

Il n'est pas sans importance sans doute que le comte de Paris participât à l'esprit de la Constitution de 1958... Nos institutions, actuellement acceptées par l'immense majorité des Français, ont un souffle capétien. Elles sont monarchiques par leur essence, et il suffit au chef de l'Etat d'en avoir la volonté pour réaliser une réelle unité de décision, pour conduire un projet dans une relative indépendance. Nos institutions sont donc le possible, et le souhaitable, sur lesquels bâtir une France fidèle à toutes ses traditions : républicaine, monarchique et dans une moindre mesure même bonapartiste.

L'élection du chef de l'Etat au suffrage universel avait été conçue pour faire de lui le représentant direct du pays tout entier. De Gaulle s'est toujours voulu le mandataire de la France autant que des Français. Le problème est de concilier ces deux termes : représenter la France, c'est-à-dire son âme et son devenir, être ainsi indépendant et libre, mais également risquer d'errer; représenter les Français, dans leurs divisions, mais risquer ainsi de devenir l'homme d'un parti ou d'une partie du peuple. La Monarchie avait su résoudre ce dilemme. D'abord strictement élective (Hugues Capet et les barons), elle évolua peu à peu vers l'hérédité. Cependant, l'idée de consensus et de choix du souverain ne disparut jamais. Au Sacre, les Pairs continuaient de simuler l'élection et par le Sacre, le Roi transcendait cette élection. Une double légitimité était donc à la racine du pouvoir royal : l'élection qui le tempérerait et l'hérédité qui le sublimait. Une Restauration, pour être vraiment capétienne, devra concilier ces deux sources de légitimité en accomplissant les vrais desseins de la Vème République.

Un nombre assez restreint de mesures permettrait d'introduire comme possible dans le mécanisme institutionnel la dimension héréditaire du pouvoir suprême. Possible mais pas imposée, car c'est le temps et le service rendu qui doivent rendre aisé et naturel ce qu'un texte de loi rendrait tyrannique.

Un des points essentiels est d'assurer la continuité du pouvoir indépendamment de l'élection. Le remplacement du Président démis-



sionnaire ou décédé par le Président du Sénat, participe de cet esprit, mais il ne s'agit que d'un intérim très court, à la légitimité réduite. Le système américain est sur ce point plus remarquable. Le vice-Président remplace immédiatement et pour le reste de son mandat, le Président empêché. Ainsi, il n'y a jamais vacance du pouvoir. Ce dernier échappe en partie à la logique implacable de la légitimité élective directe. La mise en place d'un système comparable en France, mais plus souple, rendrait possible une des caractéristiques fondamentales de notre Monarchie, la succession immédiate du fils au père («le Roi est mort, vive le Roi !»). En aucune façon la nomination d'un vice-Président (ou Dauphin) ne serait obligatoire, le chef de l'Etat restant libre de désigner ou non un remplaçant, avec l'assentiment populaire. Ayant un certain statut officiel, le remplaçant désigné pourrait commencer à s'initier aux affaires à côté du chef de l'Etat.

Dans les élections présidentielles telles que nous les connaissons depuis 1965, deux inconvénients majeurs se posent. Primo, elles aboutissent au deuxième tour le plus souvent à un affrontement idéologique théâtralisé duquel sort un résultat des plus partagés, faisant des Présidents, élus par une moitié des Français contre l'autre moitié. Secundo, le Président en place a une position ambiguë. En effet, pendant plusieurs mois, avant les élections, il se trouve à la fois chef de l'Etat (avec les pouvoirs et les devoirs de cette charge) et candidat à la réélection. Tout cela crée une légitimité versatile, capricieuse, trouble. Il semblerait plus satisfaisant d'épanouir un autre moyen, inscrit aussi dans la Constitution actuelle, de s'assurer du soutien populaire. Il s'agit du référendum-plébiscite, qui fut un des outils privilégiés de de

Gaulle pour gouverner. Le chef de l'Etat pourrait poser, périodiquement, des questions sur des points cruciaux de la politique nationale, en engageant sa responsabilité. En cas de réponse positive, un nouveau mandat de 7 ans (que l'on pourrait alors sans inconvénient abaisser à 5) lui serait immédiatement confié. En cas de réponse négative ou si le chef de l'Etat ne souhaite pas observer ce type de consultation, on en reviendrait, dans un délai de 7 ou 5 ans, au type actuel d'élection.

Parallèlement, le rôle et la structure du Parlement devront se transformer. Par rapport à un Etat ayant retrouvé ses fonctions d'arbitre et d'initiateur de la société, l'Assemblée Nationale se réduira à un rôle de représentation des courants de pensées et des idéologies. Pour réaliser pleinement cet objectif, une représentation proportionnelle stricte est le meilleur garant de l'expression pleine des différences nationales. Dans le cadre d'une nation décentralisée, le député cesse d'être le représentant de son département. Les élections ont lieu sur des listes nationales et des mesures techniques assurent la représentation des opinions marginales. Dans ces conditions, le Premier ministre et son gouvernement ne sauraient être directement responsables devant l'Assemblée. Celle-ci ne pourrait émettre, comme en Allemagne Fédérale, que des « motions de défiance constructive » ; c'est-à-dire qu'il lui faudrait s'entendre sur un nom à proposer au chef de l'Etat, en remplacement du Premier ministre qu'elle voudrait renverser.

Le Sénat devra disparaître sous sa forme actuelle. A sa place on peut imaginer la création d'une série de chambres spécialisées représentant les différents secteurs et groupes d'intérêt : métiers, jeunes, immigrés, santé, etc., auxquelles s'ajouteraient les parlements provinciaux. Toutes ces assemblées auraient un pouvoir consultatif comparable à celui du Sénat actuel, sur les projets de loi les concernant.

Une décentralisation véritable, passant par la revivification de la Commune et de la province; une autogestion des moyens de production; une mise en place de nouveaux relais entre le pouvoir central et le citoyen; tout cela achèverait d'instaurer une démocratie réelle dans une monarchie du possible.

Philippe DELORME

notre histoire est monarchique

Notre histoire contemporaine républicaine est monarchique !

Il ne faut pas tirer argument pour la monarchie de la personnalisation du pouvoir sous la Cinquième République.

Celle-ci tient pour le général de Gaulle à l'exceptionnel lien entre l'homme du 18 Juin et notre histoire contemporaine - mais ses successeurs n'ont bénéficié ou ne bénéficient d'une telle place dans l'opinion publique et les éphémérides que durant la durée précise de leur mandat et qu'à raison d'une pratique paternaliste et abusive des institutions, étouffant le Gouvernement, minorant le Parlement dont les procédures sont détournées par le fait majoritaire. Le seul mérite personnel de Georges Pompidou, puis de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, successivement, ne suffit pas à expliquer cette personnalisation. Celle-ci est voulue par le détenteur de la magistrature suprême, mais plus encore par ses collaborateurs ou par ses agents de presse. L'évolution de M. Mitterrand est à cet égard typique, car il était, de sa personne, sans doute conscient de son autorité et de sa responsa-

bilité, avant même d'accéder au pouvoir, mais il n'a que progressivement cédé à l'insistance de ses publicistes pour qu'il s'affiche davantage.

Cependant notre histoire contemporaine républicaine est monarchique. Des hommes ont marqué leur temps, pas seulement a posteriori, mais dans le moment-même de leur gouvernement, et aussi en dehors du pouvoir et même de toute situation d'influence de l'opinion et des gestionnaires. L'attrait de leur personnalité, la confiance dont ils ont été investis ne tient pas aux institutions : celles de la IIIème et de la IVème Républiques leur donnaient ou peu de poids ou peu de souffle. Simplement et décidément, les Français - en nombre ou en majorité - ont reconnu en ces hommes, et pour une période déterminée, la continuité française. Même à un rang modeste, même écarté du pouvoir, ils inspirent cette conviction à leurs concitoyens, et leur parole, leur action en reçoivent une véritable légitimité. Ainsi Clemenceau s'im-

posait-il avant même de revenir au pouvoir en 1917, ainsi Mendès-France dès 1952-1953, ainsi de Gaulle sous la IVème République, et aux heures tournantes de la guerre - face à des rivaux ou face au régime.

Or la monarchie est précisément l'institutionnalisation de cet attrait, de cette reconnaissance qui est instinctivement faite par le peuple envers une personne, même si ses options, ses propositions du moment ou sa politique passée sont critiquées ou critiquables. La légitimité est au-dessus de ces jugements, elle est de l'ordre spirituel, elle est une estime, elle est donc rare. Une aura d'honnêteté - au plus beau sens de ce mot - enveloppe telle personne, parce qu'on la sent habitée par l'intérêt national, quels que soient ses défauts, ses lacunes. Ces hommes sont peu fréquents, mais il s'en reconte à presque chaque génération française. Ils n'accèdent pas forcément au pouvoir, ils ne le conservent pas forcément longtemps, mais que les Français sachent si bien discriminer ce genre d'hommes du reste de la classe politique, et que ce phénomène psychologique, mental, se vérifie depuis des générations, montre chez nous un appétit pour une forme de la politique, actuellement absente et défaillante : l'incarnation assumée de la continuité et de la volonté nationales.

De cette succession, malheureusement aléatoire, de personnalités hors du commun, la monarchie n'est pas jalouse. Au contraire - indépendante qu'elle est des partis et des élections - elle l'encourage, la consolide, y pourvoit même en recrutant et en élevant de telles personnalités, qui - sans elle, peut-être n'auraient pas leur chance. Au pire, elle y supplée par elle-même, institutionnellement, tant elle recrée chez nous la pérennité. Puisqu'elle seule a le secret d'une continuité sans personnalisation, ou indépendante de l'éclat et du fond d'une destinée personnelle.

Bertrand

FESSARD de FOUCAULT

charles maurras

Charles Maurras, dirigeant du mouvement monarchiste «l'Action française», mort il y a trente-deux ans, suscite cette année de nombreuses études, philosophiques ou historiques.

C'est tout d'abord le très attendu «Maurras» de Pierre Boutang qui paraîtra enfin le 14 mai prochain (720 pages). Vous pouvez le retenir dès aujourd'hui en nous adressant un chèque de 135 F. Puis un numéro des «Cahiers Ch. Maurras» (256 pages, mais à quelques pages près, sans grand intérêt il faut le reconnaître). Sont ensuite annoncés l'énorme thèse sur «Le journal l'Action Française et la politique intérieure du gouvernement de Vichy», de F. Ogé, par l'I.E.P. de Toulouse (souscription avant le 15 juin directement à l'Université - 200 F - nous écrire pour obtenir éventuellement plus de détails), et le «Maurras et le socialisme» que nous mettons en

souscription au prix de 60 F franco de port (avant le 1er juin dernier délai). Sous ce dernier titre insolite, mais qui ne manque pas d'une certaine actualité, Bertrand Fessard de Foucault s'est livré à une minutieuse analyse de textes de Ch. Maurras, le faisant dialoguer avec Léon Blum ! Une vision de Maurras particulière par un de nos amis que son «gaullo-monarchisme» a mené chez Michel Jobert, dont il est un des plus fervents partisans, ainsi qu'à écrire régulièrement dans nos colonnes.

Pierre Boutang -Maurras- Prix franco : 135 F. B. Fessard de Foucault -Maurras et le socialisme- Prix franco : 60 F (jusqu'au 1er juin). Cahiers Ch. Maurras, prix franco : 120 F. («Royaliste» C.C.P. 18.104 06 N Paris).

senghor : la leçon sur la france

Léopold Sedar Senghor reçu à l'Académie française... un événement pour le monde francophone ! Événement que nous avons voulu saluer comme il convient en demandant à Pierre Boutang de commenter le discours de l'ancien président du Sénégal, qui est son ami de longue date.

«Aurai-je droit à un grelot d'or», demande Edgar Faure au poète qu'il reçoit sous la Coupole. A plusieurs, bien sûr, mais cet ornement s'accroche d'habitude au bonnet, plutôt qu'au bicorne. Le brillant exercice d'un ami et d'un homme d'esprit, aura beaucoup contribué à l'escamotage d'un événement d'une insolite grandeur. Événement qui n'a pas passé inaperçu ? Plus grave, et plus triste, il a passé perçu, figure que le bergsonien Senghor entendra mieux que personne.

Ce que j'ose dire escamotage d'une liturgie longtemps attendue n'ôta rien du bruit, de l'éclat. Lisez pourtant, dans notre journal du soir, en tête des deux discours qu'il reproduit aussitôt et entièrement, ce curieux chapeau, (une plume de bicorne, après l'inévitable «deux cultures, désormais complémentaires, de la négritude, et de l'humanisme chrétien, gréco-latin») :

«En imagination, le tam-tam résonnait aux tambouriniers roulements de tambours préluant, sous la Coupole, au discours du récipiendaire qui, de son côté, imitait le style du duc de Lévis Mirepoix en nous donnant une leçon d'histoire. Sans oublier, avec humour, «nos ancêtres les Gaulois». Répartition des rôles, et bonne comédie ?

Senghor ne s'est pas trouvé appelé sans que cela eût quelque sens au fauteuil du duc de Lévis Mirepoix, qui y succéda à Charles Maurras; et c'est délibérément, sans imiter rien ni personne, qu'il a choisi, à travers l'historien, de nous donner sa leçon sur la

France. Ennuyeuse leçon pour les petits marquis de la république, mais qui s'adressait peut-être utilement au Protecteur de l'Académie - présent en personne - et aux Français que l'on a tenté de rendre étrangers à leur passé, sceptiques sur le destin millénaire de leur nation. En vain ?

C'est d'ailleurs par là, de manière abrupte, qui commence le Discours, sur les événements de 68, leurs «conséquences d'abord négatives, mais qui, parce que telles, allaient provoquer des réactions, vigoureuses et fécondes en définitive» dans l'Université, et pour l'Histoire. Le **thématisme** (où il croit déceler - à tort selon nous - «un relent positivisme») allait en effet causer des **dégâts considérables** «dont le moindre ne fut pas l'ignorance croissante du passé national où était la jeunesse française !»

La réaction qui a suivi, ou plutôt s'esquisse, Senghor la rattache généreusement à l'œuvre du duc de Lévis Mirepoix; il la définit, sans trop de prudence, comme «la vision globale qui doit caractériser chaque époque, chaque continent, et chaque peuple» - ce qui appelle bien des explications; finalement il la met au compte de ce qu'il croit pouvoir appeler «la révolution de 1884», date symbolique et événement réel ! La thèse de Bergson sur les **données immédiates de la conscience**... Ne sourions pas : quoi qu'on pense finalement du bergsonisme, c'est une part de la grande modification de la fin du XIXème siècle et du début du XXème qui y est initiée. Péguy l'a pensé intensément, a



modélé sur elle sa propre conversion historique, et son concept de l'histoire. L'autre part, où la raison et la durée se conjuguent, où l'homme historique n'échappe pas à la rationalité - sans aucune rechute hégélienne, ou positiviste, en dépit de l'opinion commune - est celle de Maurras que la jeunesse de Senghor, pas plus que celle du protecteur actuel de l'Académie, n'ont ignorée. Fallait-il s'en taire tout à fait ? Quelle ombre effrayait qui ?

*

**

C'est d'ailleurs l'Histoire, telle - pour sa substance même et ses rythmes - que Maurras (plus que Bergson ou Teilhard, étrangers à son souci) l'a conçue et aidé à concevoir - que la grande leçon sur la France de Léopold Sedar Senghor va décrire ce jour là ! Certes il s'y réfère aux travaux de son prédécesseur immédiat; mais c'est en tant qu'ils font partie de ce qui depuis près de trois quarts de siècle, constitue une **vulgate** de notre passé national. Une vulgate méthodiquement combattue par toute les forces de la **religion** démocratique, et dont le peuple a été, dans sa presque intégralité, tenu éloigné par les dogmes du laïcisme républicain. Senghor voit parfaitement que cette religion là n'a plus rien à dire, que son «thématisme», son rejet des dates comme signes de l'historicité des hommes dans la nation, n'étaient que les dernières armes contre une vérité désormais irrésistible. Et d'abord quant à la monarchie. Là il suffit de relire son texte, à la fois humble et superbe.

Que la France, en sa cause matérielle, ne s'explique pas sans le **métissage** qu'il décrit, voilà son premier point de rencontre avec Maurras, sur les thèses de Fustel,

et le refus méthodique de tout racisme qui a dominé toute la conception historique de l'Action française. Du côté des causes formelle et finale, c'est l'hérédité, dont il montre la quasi-universelle présence au cœur de la féodalité, puis, avec la troisième race, l'idée de la France («une certaine idée» et un mouvement très sûr) qui sont décrites en leur opération : «symbiose de deux vertus complémentaires. C'est, d'une part, l'autorité de l'Etat, c'est-à-dire la capacité de se faire obéir; ce sont, d'autre part, les libertés qui, données aux collectivités et aux groupes, aux familles et aux personnes, leur permettent de s'épanouir.»

Des travaux de son prédécesseur Léopold Sedar Senghor n'a retenu, méthodiquement, que ceux où la «vulgate» dont nous parlions est rejointe. Et sur la grande et malheureuse rupture de la Révolution de 89, il prend à son propre compte, et renouvelle ainsi - par le seul fait qu'il est ce qu'il est, pour une part, le poète de la négritude, l'héritier du temps de la colonisation, comme la France est ce qu'elle est, l'œuvre de ses rois, d'abord, puis de tout ce qui consciemment ou non, les continue - les conclusions qui permettront, qui permettent, un appel du «jugement» de 1793 :

«Il revenait aux Jacobins, menés par Robespierre, de poser le vrai problème : celui de la monarchie. Animé d'une passion claire, sinon lucide, Robespierre incarnait, plus que tout autre conventionnel, l'individualisme de doctrine. Ce n'est pas une politique, ce sont les principes de la «République» qu'il défend. Il conclut : «le décret ne peut être révoqué, il ne peut être mis en question sans offenser les premiers principes.»

A ces principes, Louis XVI oppose ceux de la monarchie, qui reposent sur la continuité dans la durée. Et il conclut, lui aussi, par ces mots : «En conséquence, je déclare que j'interjette un appel à la nation elle-même du jugement de ses représentants.»

Il y a autre chose dans ce discours académique; mais rien de plus important et symbolique que cet assentiment du plus Français des Africains, et d'un des plus soucieux de sa propre tradition africaine, à l'appel interjeté par Louis XVI contre Robespierre et l'individualisme jacobin.

Pierre BOUTANG

décentralisation culturelle :

poésie à limoges

éditions en velay

Depuis le printemps 1983, une nouvelle revue existe en Limousin. Ayant remporté un vif succès dès sa création, elle compte des abonnés jusqu'au Gabon.

Au départ, il s'agissait de faire une revue qui servirait de lieu de rencontre à tous les poètes du Limousin, qui ne se connaissent pas toujours. Les fondateurs, réunis autour de Jean-Pierre Thuillat, décidèrent de la baptiser «Friches». Sans faire le procès de tel ou tel «avant-gardisme», ils souhaitaient participer au rétablissement d'un équilibre «écologiste» en faveur de la lecture. Face à ceux qui ne veulent voir dans la poésie qu'une «lande pelée» (1), ils choisirent cette autre vision de la lande «dont les perspectives déroulées à perte de vue font penser à l'infini du désert» :

«On les répute stériles (les landes), parce qu'elle ne produisent que ce qui leur plaît et seulement au gré de leur fantaisie vagabonde. Mais quelle profusion, quelle exubérance de vie dans cette stérilité!» (2)

Si «Friches» a publié des auteurs régionaux comme Jean-

Pierre Nivôse, Pascale Vezzano, Pierre Courtaud, elle publie aussi des auteurs reconnus comme Jacques Réda, Seghers et Ezra Pound. On peut dire qu'aujourd'hui, cette revue commence à prendre de l'importance, malgré les petites difficultés financières que rencontrent d'ailleurs toutes les revues de ce genre. Elle vient d'être remarquée par de grands auteurs, tel Jean Bouhler, le fondateur de l'Ecole de Rochefort, qui lui a envoyé quelques inédits... «Friches» est en train de remporter un pari : celui de la décentralisation ...

L. BOURDELAS

Au sommaire du dernier numéro : J. Bouhler, Bourdelas, Vezzano, Alateinte, Blot, Courtaud, Nivôse, Zaninetti. 3, rue E. de Girardin 87000.

16 F

(1) Denis Roche

(2) Anatole Le Braz.

premier roman

«Royaliste» n'a pas toujours l'opportunité de saluer un jeune écrivain. C'est l'occasion ou jamais.

24 ans, étudiante en 6ème année de médecine, Clotilde Martin vient de publier son premier roman sur un thème ô combien éternel : l'homme à la recherche de l'Absolu : la Femme.

La quarantaine, riche, esthète, libre, sans enfant, pour ainsi dire B.S.T.R., Charles, le héros, pègre entre Venise et Paris pour rencontrer au détour d'une place, d'une avenue, cinq femmes complémentaires. L'auteur nous trace cinq portraits féminins, d'une courtisane de la Renaissance peinte par Carpaccio à Juliette, la

vendeuse sans histoire d'un Goulet-Turpin en passant par Coco-Novembre, la jeune bourgeoise frigide et inaccessible, Clara la comédienne féline et surtout Tita, la jeune vénitienne insaisissable et vierge.

Ces cinq femmes vivent dans l'attente de la rencontre ou du retour de Charles. Espérance teintée d'un rouge omniprésent qui illumine le livre, d'un rouge de douleur et de passion. Cette attente cruelle et onirique à l'image du roman symbolisée par de longues phrases poétiques et finement des-

criptives, entretient un suspense qui ne se dévoilera que dans les dernières lignes. Aucune intrigue mais une succession de sentiments, d'émotions, de couleurs, une succession de sentiments, d'émotions, de couleurs, une succession de chocs avec une certaine réalité qui illustre ce livre sensuel et passionné dans lequel chaque mot est imprégné de lyrisme.

Clotilde Martin nous emmène dans un long voyage dans l'illusion phantasmagique. Son premier roman ne doit pas passer inaperçu, la limpidité de sa plume, l'émotion qu'elle sait nous transmettre avec talent devraient la destiner à un brillant avenir dans la littérature.

J.-L. LANHERS

Clotilde Martin - *La dernière nuit du carnaval* - Ed. du Seuil 144 p. 59 F.

On connaissait mal la culture de l'Occitanie du nord : c'est pour combler cette lacune, et lui permettre un nouveau développement, que les Editions dau Roure, alliées au Centre Culturel Occitan, publie, en ce début 84 une «Anthologie de l'écrit occitan - Loire-Haute-Loire» due au long travail d'Yves Gourgaud.

Anthologie qui replonge au plus profond de nos racines, puisque le 1er texte est un acte de vente de 1082 ! Car la littérature n'est pas le seul champ d'investigation d'Yves Gourgaud : il n'y consacre qu'environ la moitié de ses textes. Le reste de l'ouvrage est constitué pour l'essentiel de textes juridiques, administratifs et notariés, anciens et modernes. La C.G.C. a voulu présenter la langue occitane à travers toute son épaisseur historique, et toutes ses possibilités d'expressivité : pari gagné, notamment quant à la qualité des textes.

Cette compilation se limite à l'Occitanie du Nord non auvergnate, c'est-à-dire aux 5 «pays» traditionnels séparant l'Auvergne du Languedoc cévenol : le Forez, le Velay «de là les bois» (qui correspond en gros à l'arrondissement administratif actuel d'Yssingeaux), le Velay «de çà les bois»

(l'arrondissement du Puy amputé du canton de Saugues), le Gévaudan, et la Limagne brivadoise (l'arrondissement de Brioude, seul à avoir été auvergnat).

La qualité a été assurée par une sévère sélection, aussi bien des auteurs que des textes. Si la dite sélection a été difficile pour les auteurs anciens, antérieurs au XVIIIème siècle, dont les textes sont rares, elle le fut davantage encore pour les modernes, dont les œuvres sont plus abondantes. Elle fut opérée par le rejet des textes de tradition patoisante (dont il est question pour Yves Gourgaud de faire une anthologie à eux exclusivement consacrée) afin de retrouver, si possible, la grande inspiration des Troubadours, éternels chantres de la culture occitane.

L'autre problème important fut celui de la graphie. Il ne pouvait être question de conserver la graphie fantaisiste de la plupart des textes modernes, le plus souvent francisée. En revanche, celle des écrits anciens fut scrupuleusement respectée, afin de permettre au lecteur de pouvoir juger sur pièces de la réalité de la tradition vivante du XIème au XVIème, tradition dont se réclame le renouveau culturel occitan. Ce renouveau forme d'ailleurs la dernière partie de cette anthologie.

Un livre qui apporte sa pierre à la démonstration que si, dans le passé tout ne se passait pas à Paris, il en est encore de même dans certains domaines : Yves Gourgaud, le CCOC et les Editions dau Roure, sont tout ce qu'il y a de plus vellaves !

Michel SAUZET

Y. Gourgaud - *Anthologie de l'écrit occitan* - Editions dau Roure/Centre Culturel Occitan - Neyzac - 43260 St-Julien Chapeuil.

la manipulation de varennnes

La presse avait fort bien accueilli « L'Enquête sur le procès du Roi Louis XVI » (1), déjà épuisée. Aujourd'hui Paul et Pierrette Girault de Coursac poursuivent leur exemplaire travail avec « Sur la route de Varennes » (2). Sujet plus que traité, épuisé ? Certainement pas. Aucun ouvrage n'avait encore dévoilé les manipulations qu'il cachait et les légendes qui le masquaient.

Le titre même de l'ouvrage de Paul et Pierrette Girault de Coursac désigne leur méthode rigoureuse. Avec une volonté de prudence et d'authenticité, leur première démarche a été de suivre de façon scrupuleusement chronologique le déroulement du voyage du Roi et de la famille royale, depuis les projets de départ jusqu'à l'arrestation de Varennes. Autant, dans cette première partie, nous sommes attelés, haletants, à la voiture de Louis XVI et à ses moindres mouvements, autant dans la seconde nous nous retrouvons immobilisés dans Paris, comme le Roi prisonnier, parmi ceux qui font la loi réelle et dont nous avons le temps de comprendre et d'observer le jeu.

L'œuvre de Paul et Pierrette Girault de Coursac repose sur une volonté intelligente de pratiquer la systématique confrontation d'un document à un autre. A la lumière de ces simples confrontations les mensonges les plus grossiers et les plus fins se révèlent. Ceci est permis parce que les auteurs n'hésitent pas à soupçonner la sincérité et la bonne foi de tous et, en premier lieu, de ceux qui se sont toujours déclarés fidèles et serviables au Roi. Louis XVI lui-même doit se justifier. Et il le fait de façon tout à fait irréprochable, à propos des motivations de son départ, dans une « Déclaration du Roi adressée à tous les Français, à sa sortie de Paris » (Fragmentée et accompagnée de commentaires, celle-ci sera diffusée sous le nom de « Manifeste »).

Quelle est donc la réalité de l'affaire ?

N'est-ce pas ce gros roi lâche et vexé qui se laisse conduire par l'amant de sa femme chez les Autrichiens, les ennemis de la patrie, pour revenir écraser les enfants

parisiens à la tête de troupes étrangères ? N'est-ce pas ce maladroït déguisé en boulanger qui s'encombraït dans sa fuite d'une voiture trop lourde de bagages volumineux ? Ceci n'est pas loin de la version qui se trouvait dans le manuel Malet-Isaac, citée par les auteurs en introduction. La version de Paul et Pierrette Girault de Coursac est claire. Argumentée par tant de documents et de citations il semble bien impossible d'en établir une quelconque autre qui ne lui ressemble pas. Le projet de Louis XVI a trop souvent été confondu avec celui de la Reine. Depuis avril 91 et l'incident du départ pour Saint-Cloud, « L'Assemblée rend impossible à Louis XVI de faire la preuve qu'il est libre ». Le Roi a compris la politique qui gouverne l'Assemblée, il désire donc quitter Paris pour chercher en province la liberté dont il est privé et démontrer ainsi à ses sujets que l'Assemblée ne respecte en rien les aspirations et les volontés de ceux-ci (exprimées dans les cahiers), qu'elle les trahit. Il n'est pas un seul instant question pour Louis XVI de partir à l'étranger : aucun propos, aucun écrit ne peuvent justifier une telle accusation. Ses seuls projets seront d'aller à Montmédy, à la frontière, pour garantir par sa présence la sécurité de celle-ci. Sa seule intention est de montrer qu'il est encore le roi et qu'il peut encore librement veiller à la sécurité de ses sujets et aux destinées de son pays.

Parallèlement, la Reine nourrit le projet de partir avec le Dauphin, également à la frontière, mais c'est pour rallier à sa perruque blonde des troupes nombreuses qui lui donneraient la possibilité d'imposer à Louis XVI une politique personnelle. Ses agents

n'intriguent pas moins « au nom du Roi ». Mais un jour, le Roi demande à l'un de ces agents, le marquis de Bouillé, en ignorant totalement les précédents agissements de ce dernier, de servir son propre projet. Bouillé se trouve terriblement embarrassé. Et s'en suivent des situations contrariées et des décisions contradictoires. A ceci il faut ajouter que Bouillé est



proche des princes émigrés. Et tout laisse à penser (comptes, correspondances) que ceux-ci n'avaient confiance que dans leurs solutions, estimant peut-être qu'il valait mieux y sacrifier Louis XVI et ses aspirations vraiment trop démocratiques. Ceci est beaucoup plus net, d'ailleurs, lorsqu'en août 1791 les 300 députés royalistes de l'Assemblée refusent de déposer des amendements et de voter en faveur de la cause royale sous le prétexte de ne reconnaître aucune validité aux décrets de l'Assemblée.

Pendant plusieurs chapitres nous assistons donc, impuissants, aux fautes et aux imprudences volontaires de ceux qui ne trouvaient pas leur intérêt dans la réussite du projet du Roi. Aucune erreur de tactique n'a été commise par Louis XVI. Paul et Pierrette Girault de Coursac le prouvent jusqu'aux plus petits détails : le poids de la voiture, le choix des attelages, l'équipage...

Toute la minutie de ses précautions fut sabotée. Ainsi, contre la volonté royale, le trajet le plus exposé fut adroitement imposé, de même que la présence de détachements de cavalerie.

Louis XVI est donc seul dans un pays où siègent dans chaque canton les « Amis de la Constitution ». La légitimité de ces associations tient à ce terme de « consti-

tution » qui représente encore beaucoup, à juste titre, aux yeux des populations. Derrière eux : les Jacobins. Avant tout, ce sont eux que l'Assemblée représente. Aussi, à l'égard du départ du Roi, elle traduit les sentiments populaires par les mots de « trahison » et d'« abandon ». Alors que ces sentiments sont souvent bien moins accusateurs.

Le dernier dogme qui se rapporte à Varennes concerne ce « sursis d'un an dont a bénéficié la monarchie ». Paul et Pierrette Girault de Coursac l'expliquent par le fait que l'Assemblée connaît la réelle fidélité dont le Roi est encore l'objet dans les populations. Celles-ci ne toléreraient pas que l'Assemblée aille trop loin, trop rapidement. Pour un temps, il est donc nécessaire d'organiser une parodie d'opposition royaliste. Ce sera le rôle de Barnave et de ses Feuillants. Ceci permet de différer pour frapper après, de façon encore plus radicale. Nous connaissons l'épilogue.

A la faveur de leurs travaux successifs de révision de l'histoire de Louis XVI, Paul et Pierrette Girault de Coursac nous offrent de redécouvrir les forces réelles qui ont influé pendant la Révolution. Ils nous montrent à nouveau, par cet ouvrage, leur habileté à saisir l'erreur et à reconnaître la vérité. Mais à force d'avoir peur d'être prisonniers de dogmes ou de légendes, ils privent le lecteur des détails pittoresques qui retiennent parfois son intérêt (impossible par exemple, de s'amuser à imaginer le déguisement de gens du fournil de la famille royale...) Il faut être aussi motivé qu'eux pour partager leur pur souci d'authenticité pendant 250 pages. Cependant ces motivations et ces soucis sont très communicatifs. Et cette seconde enquête signée Girault de Coursac captive bien plus qu'une enquête signée Boillot-Narcejac. Avec en plus l'avantage de ne rien devoir à la fiction.

Bertrand
DUMAS-DE MASCAREL

(1) Le N°19 du « Lys Rouge » à paraître contient le livre de presse de cet ouvrage. Commande : 12 F. franco, à l'ordre de « Royaliste ».

(2) P. et P. Girault de Coursac « Sur la route de Varennes » 263 p - Prix franco : 93 F.

ACTION ROYALISTE

COMMUNIQUE

Bertrand Renouvin a été reçu par le Président de la République, le vendredi 6 Avril en fin de matinée. Le développement économique, la question scolaire et le droit d'expression des minorités politiques à la radio et à la télévision ont été les trois principaux thèmes abordés au cours de cette audience.

■ CONGRES

Notre congrès annuel (réservé aux adhérents) se tiendra à Paris le 13 mai prochain. Tous les détails pratiques seront donnés dans la « Lettre aux adhérents » de Mai, mais réservez cette date. (Nos amis italiens du PMN nous annoncent une délégation à notre congrès).

■ LIMOUSIN

La fédération limousine de la N.A.R. vient de publier le premier numéro de son bulletin local, « Le recours ». Excellente initiative qui devrait permettre à nos amis d'accroître leur audience d'une manière notable. Abonnements pour 12 numéros : 70 F. S'adresser à Laurent Bourdelas, 36, rue du 19 mars 1962, 87100 Limoges.

■ MERCREDIS DE LA NAR

Voir en page 2 le programme détaillé des réunions d'avril et de mai.

■ REIMS

Dîner-débat le jeudi 26 avril à 20 h. avec Bertrand Renouvin, sur le thème « Trois années de changement, esquisse d'un bilan ». Le dîner aura lieu au restaurant « La Chouette » Galerie du Lion d'Or, à Reims.

■ PETITS RAPPELS

Enquête sur le journal. Nous avons reçu de très nombreuses réponses à notre questionnaire sur le journal et nous allons commencer leur dépouillement d'ici quelques jours. Les personnes qui auraient oublié de répondre à notre questionnaire (paru dans le numéro 399) doivent le poster avant le 1er mai pour que nous puissions en tenir compte.

Le livre d'Olivier Lespès « Une révolution dans le royalisme » est encore disponible (prix franco : 70).

Matériel de propagande pour la diffusion du journal.

— Affiche « Etat minimum, liberté maximum » (format 31 x 42) (1 ex. 5 F - 10 ex. 10 F - 80 ex. : 39 F.

— Mini-tracts pour boîtes aux lettres. 700 ex. : 21 F. 2000 ex. : 49 F.

— Abonnement invendus pour recevoir pendant 6 mois des journaux de la quinzaine précédente (5 ex. : 36 F - 10 ex. : 63 F.

Royaliste-Université Le numéro 28 est paru. 1 ex. : 3 F - 5 ex. : 12 F - 10 ex. : 20 F.

■ IN MEMORIAM

M. Georges Mollard est décédé à Paris le 3 avril à l'âge de 87 ans. Sous le pseudonyme de « Finex » il rédigea pendant de nombreuses années des articles économiques particulièrement intéressants, notamment dans « Aspects de la France ». Quoique n'appartenant pas à notre mouvement, il suivait avec beaucoup de bienveillance notre journal et nous manifestait régulièrement sa sympathie. A son épouse, à sa famille nous présentons ici nos condoléances. Nous avons perdu un ami.

journée d'études du 12 mai

C'est dans un grand hôtel parisien que se tiendra notre Journée d'études du 12 mai. Deux thèmes ont été retenus pour cette journée : « Monarchie et démocratie » (le matin de 10 heures à 13 heures) et « L'immigration » (l'après-midi de 14 heures 30 à 17 heures 30). Chacun de ces thèmes sera traité, en introduction, par de courts exposés de nos invités et du représentant de la N.A.R. avant que ne s'instaure un débat général avec tous les participants.

Nous ont déjà donné leur accord pour leur participation aux débats : Michel HERSON, ancien secrétaire adjoint de l'UDR qui avait déjà fourni une intéressante contribution sur le problème des institutions dans Royaliste 393, Philippe de SAINT ROBERT, commissaire général à la langue française, bien connu de nos lecteurs, Jean-Pierre DUPUY, maître de conférences à l'Ecole Polytechnique, animateur du C.R.E.A.

Cette journée d'études doit permettre de faire progresser notre réflexion, de l'enrichir des apports de nos invités, spécialistes des problèmes évoqués, de nourrir un débat dont l'intérêt et l'actualité n'échapperont à personne. Pour des raisons pratiques et pour que le débat soit fructueux et constructif, nous sommes obligés impérativement de limiter la participation à une quarantaine de personnes et de demander des inscriptions à l'avance. Aussi, si vous désirez participer à notre Journée d'études, ne tardez pas à remplir le bulletin ci-dessous.

BULLETIN D'INSCRIPTION A LA JOURNÉE D'ETUDES DU 12 MAI

Nom : Prénom :

Adresse :

réserve place(s) pour la Journée d'études et verse, ci-joint F pour la participation aux frais.

(les inscriptions non accompagnées de leur règlement ne seront pas retenues)

Participation aux frais : 60 F (ce prix est ramené à 20 F pour les étudiants et les provinciaux). Règlement à l'ordre de « Royaliste », CCP 18 104 06 N Paris.

royaliste ♦

page 3 - Quelle laïcité ? - Le Cardinal et l'Europe
page 4 - Une autre politique est-elle possible ?
page 5 - Le traitement libéral du chômage
page 6 - Royaliste et réaliste
page 7 - Notre histoire est monarchique
page 8 - Senghor : la leçon sur la France
page 9 - Décentralisation culturelle
page 10 - La manipulation de Varennes
page 12 - Violence de l'économie
Directeur de publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire : 51700
- changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais,
- les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an 145 F, de soutien (300 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

A quoi sert l'économie ? Depuis deux siècles, théoriciens et auteurs de manuels répètent qu'elle lutte contre la rareté et cherche à satisfaire nos besoins. En conséquence, plus il y a d'économie, plus il y a de progrès et de bien-être. Tel est le credo moderne, assené comme une évidence... et toujours démenti.

Sans doute, dans une culture qui la reconnaît comme valeur suprême, l'économie peut être source de progrès nombreux dans l'ordre de l'accumulation des biens et de la multiplication des signes monétaires. Mais l'économie moderne, dans sa prétention à une souveraineté démesurée, est d'abord une violence faite à la nature, aux hommes et aux sociétés. Des chercheurs de toutes disciplines commencent à dire cette vérité méconnue (1). Loin de satisfaire nos besoins, l'économie les fabrique et les manipule, s'efforçant de réduire nos désirs à ce qui peut être monnayé. Loin de lutter contre une rareté originelle, c'est l'économie qui l'a instituée, par sa volonté de créer, partout et pour tous, un « marché » sans limites.

ECONOMIE DE LA MISERE

Ces quelques remarques, trop schématiques, peuvent sembler paradoxales et en tous cas très théoriques. Pourtant, l'histoire de notre monde, depuis l'invention de la prétendue science économique, n'a cessé de révéler cette logique infernale. Qu'il s'agisse des ruraux anglais chassés de la terre par les « enclosures » ou du prolétariat français du 19^{ème} siècle, qu'il s'agisse de l'Afrique ou de l'Inde, ou encore de l'Amérique latine mise en coupe réglée par les multinationales, l'économie « libérale », ou plus exactement l'idéologie du marché a toujours eu pour conséquence première la destruction des cadres sociaux, la réduction des hommes à la misère, la guerre de tous contre tous (2).

Violence de l'économie, quelques soient ses structures et son rythme. Nous ne saurions oublier que la phase de croissance rapide, tant regrettée aujourd'hui, se traduisait aussi par la réduction de l'homme à ses fonctions de production et de consommation, par le bouleversement des paysages et des villes, et par l'exploitation systématique du tiers-monde. La crise, depuis dix ans, a rendu cette violence plus immédiate et plus visible. Par delà toutes les discussions techniques, les difficultés de la sidérurgie expriment d'abord ceci : que la logique impitoyable du marché est en train de saccager une région, de détruire des traditions, une culture, des métiers où la classe ouvrière trouvait fierté

violence de l'économie



par
bertrand
renouvin

et identité. Comment ne pas comprendre la colère et la révolte de ceux qui sont touchés : ce ne sont pas seulement des intérêts qui sont lésés, c'est tout un monde qui meurt.

C'est aussi l'esprit du premier socialisme qui est atteint. Face à la violence de l'économie, contre la misère créée par les mécanismes du marché, et bien avant que le marxisme n'impose ses concepts, les premiers socialistes, en France et en Angleterre, voulaient protéger la société et les hommes qui y vivaient, retrouver des communautés et recréer des solidarités, faire prévaloir des principes de justice contre l'efficacité inhumaine du marché. Ils y sont parvenus, tant bien que mal, en un siècle d'action syndicale et politique. Et voici que tout doit être remis en question : les institutions et les mécanismes de protection sociale sont devenus trop coûteux, et les ensembles économiques, dans lesquels avait pris naissance le combat syndical, sont aujourd'hui trop lourds et d'une moindre utilité. On comprend les hésitations et les décisions tardives des dirigeants actuels et, même, les réactions du Parti communiste : en touchant à l'outil, c'est à la mémoire et à l'identité ouvrière que l'on porte atteinte.

Cela ne signifie pas qu'il fallait tout conserver à n'importe quel prix. Les erreurs de prévisions et les gaspillages accumulés depuis tant d'années, le mauvais choix du gigantisme et la baisse de la demande rendaient nécessaire un nouveau plan pour l'acier. Le Président de la République a donc eu le mérite de prendre

des décisions qui avaient trop tardé. Mais l'avenir seul dira s'il s'agit d'une action désespérée ou d'un redéploiement industriel véritable, conçu en fonction de prévisions fondées. Les anticipations erronées, l'incompétence des technocrates et des dirigeants sur le terrain, l'imitation maladroite et toujours trop tardive des modèles étrangers (hier la sidérurgie sur l'eau, aujourd'hui la voie électrique) nous ont malheureusement habitués au pire (3).

SOUSSION OU MAITRISE ?

Il en est de l'économie globale comme de la sidérurgie. Le pire n'est pas certain, la voie choisie est peut-être salutaire, mais l'angoisse demeure, que personne ne parvient à dissiper. La volonté de modernisation affirmée par le Président de la République est positive, des ruptures avec les structures et les méthodes du passé sont nécessaires, mais rien n'indique encore que nous ayons décidé de maîtriser la logique de l'économie et les progrès de la technique, au lieu de nous y soumettre. Le discours des nouveaux bien-pensants et la doctrine de M. Delors vont malheureusement dans le sens de cette soumission, qui ne s'accompagne même pas de succès techniques incontestables. Ni l'inflation ni le déséquilibre extérieur ne sont durablement réduits, et nous allons franchir le cap des 2,5 millions de chômeurs, avec un nouveau système d'assurance-chômage qui écrase les plus faibles, selon la vieille méthode du libéralisme. Nous acceptons les règles du marché comme s'il s'agissait d'une loi divine. Nous acceptons les dogmes budgétaires et monétaires comme s'il s'agissait de vérités éternelles. Et le temps passe, qui finira par donner raison aux apôtres du « libéralisme », aux adeptes des plaisirs moroses du sacrifice. Viendra un moment où, comme ils le souhaitaient, plus rien ne sera possible : ni les dévaluations de combat, ni la protection souple du marché, ni la reconquête de celui-ci, ni la recherche autonome de nouvelles manières de travailler et de vivre. Ils auront raison mais il n'y aura plus rien. Rien que la logique infernale du marché, rien que la domination des plus puissants, rien que la violence de l'économie.

Bertrand RENOUVIN

(1) Lire ou relire J.-P. Dupuy et P. Dumouchel : *L'Enfer des choses* (Seuil) et G.-H. de Radkowski : *Les jeux du désir* (P.U.F.).

(2) Cf l'ouvrage de Karl Polanyi : *La Grande Transformation* (Gallimard).

(3) Cf l'article de Pierre Plancher dans la « Lettre de Michel Jobert » d'avril 1984.